



# Finistère

*Penn Ar Bed*



## Bulletin trimestriel de la FSU du Finistère

CPPAP: 1022 S 07559	Directeur.rice de publication : Florent Martinie et Sabrina Manuel	Prix : 0,4 €	N° 1
<b>SOMMAIRE</b> Bulletin de septembre 2020 <u>Page 1</u> : Édito : « rien ne sera plus comme avant » <u>Page 2</u> : SNUipp-FSU : Une rentrée pas comme les autres Commission des retraité.e.s du SNUipp : intervention au CN du 15 septembre 2020 <u>Page 3</u> : SNES-FSU 29 : une rentrée normale... Expression tendance Émancipation. <u>Page 4</u> : les PEP de Bretagne cherchent des bénévoles	Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29283 BREST CEDEX  71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER  Email : <a href="mailto:fsu29@fsu.fr">fsu29@fsu.fr</a> Site : <a href="http://fsu29.fsu.fr">http://fsu29.fsu.fr</a> Fb : <a href="https://www.facebook.com/fsu.finistere.7/">https://www.facebook.com/fsu.finistere.7/</a>	24/09/2020	QUIMPER PPDC SITE DE DEPOT <b>P4</b> LA POSTE DISPENSE DE TIMBRAGE

## « Rien ne sera plus comme avant »

L'année 2019-2020 aura été une année de crises successives inédites et historiques. Tout d'abord une crise sociale avec une mobilisation générale sans précédent dans le Finistère lors des nombreuses manifestations contre le projet de loi sur les retraites.

Ensuite, une crise sanitaire mondiale entraînant la fermeture des établissements scolaires. Un confinement mis en place de manière précipitée et désorganisée a mis à mal l'exercice de nos métiers dans un contexte très anxiogène.

Plus que jamais le service public a été indispensable dans la gestion de la crise pourtant il est remis en question par la loi de transformation de la fonction publique : la disparition prochaine des CHSCT alors même qu'ils démontrent, leur efficacité lors de cette crise sanitaire ; la disparition des CAPA de mutations rendant opaques les mouvements des personnels.

Enfin la période de déconfinement impose de multiples protocoles sanitaires rendant cette rentrée scolaire très difficile pour les personnels et les élèves.

Alors que la modification de l'assurance chômage et le projet retraite sont décalées à 2021, la FSU du Finistère

avec l'intersyndicale CGT, FO et Solidaires continue de travailler à des revendications communes pour rompre avec la logique de chantage social exercé par le patronat et le gouvernement.

Comme le dit le Président Macron, « rien ne sera plus comme avant », ainsi pour construire une autre société, des mesures immédiates sont nécessaires pour combattre la précarité et les injustices sociales :

- **zéro licenciement : réduire le temps de travail ;**
- **augmenter les salaires : 300 euros de suite ;**
- **une retraite à 60 ans maximum et 1800 euros au moins.**

La situation impose donc des mesures de transformation profonde en totale rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles. La FSU du Finistère avec l'intersyndicale départementale mettra tout en œuvre pour construire une mobilisation sociale qui devra se faire entendre pour la satisfaction des revendications.

**Florent Martinie, co-secrétaire départemental**

# SNUipp-FSU : une rentrée pas comme les autres

La crise sanitaire a mis l'école entre parenthèses de mars à juin, mais également déstabilisée la rentrée de septembre. La circulaire de rentrée sortie après les départs en vacances, est conforme aux années précédentes et nie la réalité de la situation.

## Moins de préparation et des ruptures marquées

En maternelle, la primo-rentrée des PS promet d'être plus difficile, alors que les entretiens avec des familles découvrant l'école, les visites de locaux, le partenariat avec les crèches n'ont pu se dérouler comme prévu. Les discontinuités GS/CP et CM2/6e seront plus marquées, sans temps suffisant pour le travail de liaison. Dans ces conditions, les élèves des classes populaires privés d'école risquent de pâtir davantage encore de l'interruption prolongée de la relation pédagogique.

## Des organisations fragilisées

Les affectations trop tardives des personnels ajoutent de la confusion. En fin d'année, des équipes ont souvent été incomplètes pour préparer la rentrée, répartir les classes, organiser les services partagés, etc. Souvent également, les effectifs ne sont pas stabilisés. En maternelle, l'incertitude domine la mise en œuvre des GS à 24, face au manque de postes.

## Quelles priorités pédagogiques ?

Alors que la circulaire du « Plan de continuité pédagogique » est sortie le 17 juillet, on peut s'interroger sur sa mise en œuvre concrète dans les écoles. En cas de circulation active du virus, les équipes devront avoir le temps de se préparer aux différentes hypothèses. Or le ministère continue sa politique hors sol et envisage une rentrée « ordinaire » avec seulement un jour de pré-rentrée. Le SNUipp-FSU a demandé en CTM et en CHSCTM à décaler de deux jours la rentrée des élèves pour permettre aux équipes de se préparer aux différents scénarii.

La circulaire de rentrée reste conforme à la politique de ce ministère : évaluations standardisées, individualisation à tout crin, priorité aux fondamentaux, pressions sur les pratiques à travers le « plan français ». Or, pour réduire les inégalités scolaires renforcées par le confinement, les priorités devraient être ailleurs : patiente remise en confiance des élèves, restauration des collectifs apprenants, aménagement des programmes au sein des cycles, mais aussi des moyens consolidés et du temps pour des équipes pédagogiques à la professionnalité respectée et valorisée.

Sabrina MANUEL, secrétaire départementale du SNUipp-FSU

## Commission des retraitées du SNUipp : intervention au CN du mardi 15 septembre 2020 Saint-Denis

### J'interviens à ce C.N. inédit au nom de la commission des retraité·es.

Comme nous l'avons exprimé dans le dernier «*SNU Infos retraités*», les retraité·es refusent les projets du gouvernement et font des propositions pour rompre avec les désordres du système néolibéral : incapacité à soigner toutes les catégories d'âge, incapacité du marché à répondre aux enjeux économiques et aux besoins de la société, augmentations des inégalités sociales,...

Ces six derniers mois, le traitement infligé aux résident·es des EHPAD, les graves insuffisances de l'aide à domicile pour les ancien·nes et les personnes handicapé·es, la disparition des dispositifs d'accompagnements pour les plus fragiles ont provoqué souffrance et isolement dans une grande partie de cette population.

La création d'un grand service public national de l'autonomie devient urgente.

Contraint de faire mouvement après cette période, le gouvernement a initié le Ségur de la santé qui ne répond cependant ni aux besoins de santé publique ni aux revendications des personnels de la santé. Confronté aux difficultés rencontrées par les personnes en perte d'autonomie, il joue la confusion entre la notion de 5ème risque (la dépendance doit être considérée comme un aléa de la vie au même niveau que la maladie, la maternité, les accidents du travail ou l'invalidité qui sont pris en charge par la Sécurité Sociale) et la création d'une 5ème branche. Il a missionné un inspecteur général des finances pour fournir un rapport qui servira à l'élaboration du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS). La lettre de mission du gouvernement lui demande de faire des propositions sur le périmètre de cette branche et sur son financement, l'invitant à consulter des partenaires dont sont écartées les organisations syndicales, mais mentionnés les possibles financeurs privés, notamment les mutuelles, groupes d'assurance, etc... Le principe même de solidarité nationale serait exclu de la réflexion. Cela porte en germe une nouvelle attaque contre les fondements de la Sécurité Sociale qui s'éloigne de plus en plus du principe de la solidarité intergénérationnelle.

La préparation du PLFSS est donc un enjeu qui dépasse et de loin les seuls intérêts des retraité·es. Elle nécessite notre mobilisation commune.

Dans ce domaine de la protection sociale, il nous semble indispensable de renforcer le travail associant actifs et retraité·es au sein du syndicat comme de la fédération.

Depuis plusieurs semaines, les personnes à la retraite sont présentées comme épargnées. Sur le plan de la santé on ne peut oublier les ravages de la COVID-19 chez les plus de 60 ans.

Elles ne sont pas non plus ménagées par la crise économique qui s'aggrave. Le dernier rapport annuel de la DRESS\* annonce officiellement, pour la première fois, une baisse de leur pouvoir d'achat, liée au gel des pensions - comme celui du point d'indice - qui pèse lourdement sur leur consommation et leur capacité d'aide à leurs enfants et petits-enfants.

Cette opposition entre générations n'est pas nouvelle, mais plus que jamais doit être combattue.

La réactualisation de la mise en place de la retraite par points prouve la volonté de ce gouvernement de continuer à diminuer le montant des pensions actuelles et futures pénalisant tous les salarié·es.

Décidément, les privilèges sont à chercher ailleurs. Le plan de relance du gouvernement, tout le contraire d'un plan de rupture, reprend et amplifie les versements aux grandes entreprises sans contreparties.

La plate forme « Plus jamais ça ! » qu'il nous faut faire connaître et enrichir sur le terrain peut nous aider à faire converger les luttes actuelles et à venir.

Dans ces conditions, la syndicalisation des retraité·es est un réel enjeu si nous voulons qu'ils et elles se fassent entendre. Notre groupe d'animation a invité nos correspondant·es dans les départements à se rapprocher des responsables de section. Nous savons les difficultés qui sont faites par les DASEN. Il nous faut ensemble et partout tenter d'établir les listes des nouvelles et nouveaux retraité·es quand elles nous sont refusées. Adressons-nous à celles et ceux qui viennent de quitter l'exercice professionnel en même temps qu'aux plus anciens pour les convaincre que la lutte pour une société plus juste n'est pas une question d'âge.

\*DREES : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

Alain Dercourt, membre de la Commission nationale des retraités du SNUipp-FSU

## SNES-FSU 29 : Une rentrée normale...

Le SNES-FSU Finistère vous souhaite de passer cette nouvelle année scolaire le mieux possible, malgré les difficultés que nous rencontrons à enseigner en portant un masque en permanence. C'est une épreuve de plus et nous n'avons pas besoin d'ajouter cela aux difficultés déjà présentes. Si l'allocation de rentrée a été augmentée de 100€, cela ne concerne que très peu de familles.

Dans l'académie, +15000 HSE et reconduction des vacances apprenantes et devoir fait, mais qui nécessitent l'approbation des collègues. Certains C.E. l'imposent aux TZR sur 2 voire 3 établissements en sous service. Au bilan c'est encore des économies sur l'exécution budgétaire, malgré l'augmentation des élèves boursiers et élèves avec handicap. On constate toujours plus d'élèves par classe.

Le milliard évoqué pour la revalorisation des enseignants ne devient plus que 400M € à discuter lors d'un Grenelle qui pue l'arnaque à plein nez. Les réformes dans l'éducation nationale sont catastrophiques et en particulier en terminale cette année, créant des emplois du temps dantesques. Constat alarmant : renforcement des inégalités, et parcousup a encore plus cette année été favorable aux élèves socialement favorisés. La fracture sociale croît dans tous les domaines et à tous ages. Seul point intéressant est un glissement de l'enseignement privé sur le public, difficultés économiques obligent, mais au prix de l'accroissement des effectifs dans les classes concernées : celles les lycées, et sans ouverture de classes supplémentaires.

Dans le département du Finistère :

En collège, beaucoup de collègues sur 2 voire 3 établissements avec des emplois du temps très compliqués, qui viennent pour une ou 2 heures dans la journée. Il y a des collègues déjà en difficulté dès cette rentrée notamment sur le plan familial. C'est la conséquence d'une politique d'effectifs par classe de plus en plus important pour économiser des moyens humains. On redoute aussi les conséquences accrues sur le plan sanitaire.

En lycée, même problème d'emploi du temps conséquence de la réforme du lycée en terminale. Beaucoup de collègues sont en surchauffe avec les préparations de terminale et dans un patchwork des heures de cours. Pour les profs comme pour les élèves, c'est dans bien des cas des heures éparpillées dues aux combinaisons de spécialités et d'options qu'induisent la réforme du ministre Blanquer.

Il manque des AESH. Comme l'an passé, des élèves attendent leur AESH pour les aider. Pour les ULIS, la situation dans le département est toujours aussi préoccupante avec des effectifs de 13 élèves par classe alors qu'ils ne devraient pas dépasser 10. En conclusion, une rentrée sous haute surveillance sanitaire et sans la moindre amélioration de nos conditions de travail mais plutôt une détérioration.

**Yves PASQUET** secrétaire départemental du SNES-FSU 29.

## Une rentrée à la recherche de la joie (Expression de tendance : Émancipation)

### **Pour les conditions de la rage c'est bon on est dedans...**

Alors qu'en Espagne ou en Italie des aménagements un peu conséquents ont été mis en place pour améliorer les conditions sanitaires et pédagogiques, en France c'est le service minimum de la part du gouvernement. Pas de masque fourni par l'Etat, pas de réductions du nombre d'élèves par classe, pas d'aménagement des programmes ni des examens : le nouveau "plan de relance" de 100 milliards n'est conçu ni pour adapter l'Education à la crise sanitaire, ni pour relancer l'attrait du métier d'enseignant.e...

Puisqu'il faut repeindre le capitalisme en vert, une partie de ces milliards seront par contre donnés au BTP dans le cadre du "verdissement des EPLE" pour y implanter des niches agricoles comme des ruches... Il faut dire qu'avec le glyphosate et la fermeture des établissements ruraux, il reste moins de place pour les élèves et les abeilles...

Sur les 100 milliards du plan, 40 proviennent d'une Union Européenne qui les a donnés sous condition de restructuration et en terme de restructuration de l'Education nationale la dynamique est lancée : externalisation des enseignements sportifs et artistiques, certification en langue par des organismes privés...enseignement hybride présentiel distanciel évoqué dans un nouveau protocole qui pourrait se pérenniser selon certaines conceptions du "profs de l'avenir" (voir les scénarios développés par l'OCDE sur l'avenir des systèmes éducatifs).

### **L'espérance d'une meilleure rémunération pour faire passer la pilule ?**

Un an après le suicide de Christine Renon, la multiplication des demandes de rupture conventionnelle se multiplie dans les académies et la crise du recrutement des enseignant.es s'aggrave. Pourtant, avec seulement 400 millions d'euros pour le "Grenelle des professeurs", le Ministre s'apprête à ne pas payer cher les restructurations qui seront demandées aux enseignant.es en contrepartie de ce qui ferait environs 30 euros par personne si ce montant était réparti égalitairement entre l'ensemble des personnels de l'Education nationale...

Le "Séguir de la santé" a débouché sur une promesse d'augmentation de 180 euros par mois pour les personnels soignants. Mais en contrepartie le gouvernement prévoit "l'assouplissement" des 35h ou la création d'un corps intermédiaire de "sous médecins" et les plans de fermetures de lits continuent... Qu'est ce qui attendra concrètement les enseignant.es alors que le Ministère de l'Education nationale prévoit une modification de la gestion des ressources humaines ? Avec le projet d'attribuer uniquement aux chefs d'établissement la définition de l'ordre du jour des CA, on peut craindre une modification accentuant la "verticalisation" de l'Education nationale. Quand on voit la gestion par la tête lors de la période de confinement, on comprend qu'il va falloir se mobiliser fort pour empêcher ça...

### **En route pour la joie !**

En poussant à la reprise du travail sans débloquer les moyens pour améliorer les conditions d'exercices sur le plan sanitaire et professionnel, le gouvernement a cherché à transférer les responsabilités des éventuels conséquences en "décentralisant" l'élaboration des protocoles. Les "Séguir" et les "Grenelle" ont quelque part cet objectif "d'éclabousser les godasses" des syndicats en matière de mise en place des réformes. Nos structures syndicales devraient prendre la suppression des CAPA comme l'occasion de revoir radicalement leur orientation vis à vis du Dialogue social sans quoi le mouvement social organisé n'ira que de moindres peines en moindres peines.

Les idées de "réaffectations" des forces militantes ne manquent pas mais pourraient consister dans un premier temps en la création de Collectifs de défense des Services publics. De telles structures intersyndicales et interprofessionnelles permettraient de faire le lien entre les personnels qui ont été en première ligne pendant la crise sanitaire mais aussi avec les usagers elles et eux souffrant de la dégradation des Services publics. Reconstruire les liens est important avant d'engager un plan qui ne fera pas l'économie d'un mouvement de grève dure et qui aurait tort de voir son salut dans les élections présidentielles de 2022...

**Serge DA SILVA**, SNES-FSU Émancipation

# Les PEP de Bretagne cherchent des bénévoles



Les PEP (Pupilles Enseignement Public) de Bretagne œuvrent auprès des élèves des écoles publiques depuis plus de 100 ans. Les associations des PEP ont été créées par des personnels de l'école publique.

Attachées aux valeurs de laïcité et de solidarité, les PEP de Bretagne s'engagent pour le droit et l'accès de tous à l'éducation, à la culture, à la santé, aux loisirs, au travail et à la vie sociale.

Pour ce faire, les trois associations bretonnes opèrent selon leur histoire dans différents secteurs : social, médico-social, petite enfance, jeunesse, vacances, nautisme...

Vous trouverez les informations relatives à leurs activités sur leur site internet :

- ✓ Association Brétil'armor pour l'Île et Vilaine et les Côtes d'Armor :  
<http://www.lespep.org/association/pep-35>
- Association départementale du Morbihan :  
<http://lespep56.lespep.org>
- Association départementale du Finistère :  
<http://www.lespep29.org>

Les gestions administratives et financières sont assurées par les directions générales, mandataires sociales.

Les Associations des PEP Bretagne ont besoin d'administrateurs bénévoles pour garantir la mise en œuvre des valeurs des PEP, pour accompagner leurs établissements et services.

Elles recherchent des personnes de bonne volonté pour poursuivre l'innovation sociale en Bretagne en lien avec le mouvement PEP Fédéral.

Elles ont besoin de vous pour pérenniser leurs actions et les amplifier. Votre expérience, vos compétences, aussi diverses soient-elles, sont attendues.

Les modalités de votre engagement seront, en toute liberté, adaptées à vos choix de vie.

## Pour plus de renseignements :

- [maryvonne.manchec@orange.fr](mailto:maryvonne.manchec@orange.fr) (administratrice bénévole)

Les 11 et 12 mars 2020 se tient à Paris le stage national de la FSU dédié aux langues régionales. Un certain nombre de places sont à pourvoir pour le Finistère qui doit y être bien représenté pour apporter sa part à la réflexion sur la place des langues de nos régions et leur enseignement. Programme à venir sur le site de la FSU29.

Appelez la section pour la prise en charge (transport et logement) et l'autorisation d'absence (0661883323) qui est un droit à condition de la demander un mois avant (avant le 11 février).

## Formation syndicale LANGUES REGIONALES -

**12 rue cabanis 75014 paris**

**11 mars 2020 - 12 mars 2020**

**de 09:30 - 17:00**

Inscriptions en ligne : <https://formation.fsu.fr/events>

(contactez la section 29 pour valider la prise en charge)

**Maryvonne Manchec retraitée FSU, administratrice bénévole aux PEP de Bretagne.**